

Les mesures anti-covid de Macron débattues au Parlement

Paris, 1 avr. 2021 (AFP) -

Établissements scolaires fermés, circulation limitée et commerces non essentiels fermés dans tout le pays à partir de lundi: le Parlement débat jeudi du durcissement des restrictions annoncé par le président Emmanuel Macron, qui a reconnu des "erreurs" dans la gestion de l'épidémie depuis un an.

Le Premier ministre Jean Castex doit prononcer jeudi une déclaration, qui sera suivie d'un débat et d'un vote devant les deux chambres du Parlement, "sur l'évolution de la situation sanitaire et les mesures nécessaires pour y répondre", a déclaré Matignon à l'AFP.

Le débat se tiendra le matin à partir de 9H00 à l'Assemblée nationale puis au Sénat l'après-midi. Après l'intervention du gouvernement, les groupes disposeront de deux heures de temps de parole, avec 30 minutes pour LREM, 20 minutes pour LR, première force d'opposition au Palais Bourbon, 10 minutes pour chacun des autres groupes et cinq minutes pour un député non inscrit.

Ce débat intervient au lendemain de l'allocution radio-télévisée d'Emmanuel Macron, annonçant un nouveau tour de vis face à l'épidémie du Covid-19 et appelant les Français à "fournir un effort supplémentaire" mais sans confinement strict.

L'annonce la plus forte est la fermeture des crèches, écoles, collèges et lycées pendant trois à quatre semaines alors que l'exécutif avait fait de la poursuite de l'ouverture des établissements scolaires le "totem" de sa stratégie.

Les élèves suivront, au lendemain du week-end de Pâques, les cours à distance, avant deux semaines de vacances à partir du 12 avril pour toutes les zones. La rentrée est fixée pour tous le 26 avril en physique pour les écoles, et en distanciel pour collèges et lycées.

Ces derniers jours, les appels à une telle fermeture "se sont multipliés dans le milieu éducatif et la classe politique, à l'image de la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo, évoquant une situation sanitaire "très grave" dans la capitale.

Emmanuel Macron a par ailleurs annoncé que les restrictions en vigueur depuis la mi-mars dans 19 départements - dont tous ceux d'Ile-de-France et des Hauts-de-France - seront étendues à l'ensemble du territoire pour quatre semaines à partir de samedi. Seront ainsi fermés partout les commerces non-essentiels, notamment d'habillement, et les déplacements seront limités à 10 km.

Selon Bercy, cette extension va faire passer le nombre d'établissements fermés de 90.000 à 150.000, tandis que le coût total des aides et indemnités aux entreprises passe à 11 milliards d'euros par mois.

Grâce à cette mobilisation en avril, le chef de l'Etat a promis la réouverture de certains lieux de culture et des terrasses de bars et de restaurants à partir de la mi-mai.

Ce retour espéré à la normale sera rendu possible grâce à une accélération de la campagne de vaccination, élargie à toutes les personnes âgées de plus de 60 ans à partir du 16 avril, puis à toutes celles de plus de 50 ans le 15 mai et enfin tous les moins de 50 ans à partir de la mi-juin.

Emmanuel Macron a par ailleurs promis des "renforts supplémentaires" en réanimation pour faire face à l'afflux de malades graves du Covid-19 et passer "dans les prochains jours" à plus de 10.000 lits, contre 7.665 actuellement.

- "Des erreurs" -

Sous la pression de critiques crescendo de nombreux médecins et des oppositions, Emmanuel Macron a admis mercredi soir avoir "commis des erreurs" dans la gestion de la crise, après avoir refusé tout "mea culpa" pour avoir décidé fin janvier de ne pas reconfiner.

"A chaque étape de cette épidémie, nous pourrions nous dire que nous aurions pu faire mieux, que nous avons commis des erreurs. Tout cela est vrai", a-t-il reconnu. "Mais je sais une chose: nous avons tenu, nous avons appris, et nous nous sommes à chaque fois amélioré".

Parmi les premières réactions politiques, Marine Le Pen a jugé que "les mesures annoncées par Macron résultent notamment d'un Waterloo vaccinal dont il n'assume pas la responsabilité".



PAYS :France
SURFACE :111 %
PERIODICITE :Quotidien



► 1 avril 2021 - Edition Fil Gen

C'est "le en même temps" à son paroxysme, a critiqué Guillaume Peltier, numéro deux de LR: "confiner sans confiner, fermer les écoles sans les fermer, gagner la bataille de la vaccination mais sans vaccin, soutenir nos soignants mais sans moyen".

Jean-Luc Mélenchon a lui dénoncé un programme de mesures "incohérent".

"Un président omniscient décide de tout, tout le temps et pour tout le monde. Le parlement s'occupera du reste, a pour sa part réagi le secrétaire national Europe Écologie Les Verts Julien Bayou dans un tweet.

leb-jri-pab-mlb/roc

Afp le 01 avr. 21 à 04 00.

